

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q2/CHN/9

6 octobre 2004

(04-4185)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demande de renseignements adressée par les ÉTATS-UNIS à la CHINE au titre de l'article 25.8 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

La communication ci-après, datée du 5 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Depuis son accession à l'OMC il y a près de trois ans, la République populaire de Chine (la Chine) n'a présenté aucune notification concernant les subventions qu'elle accorde, malgré l'obligation énoncée aux paragraphes 1 à 5 de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (l'Accord SMC). En pareil cas, le paragraphe 8 de l'article 25 explique que "[t]out Membre pourra, à tout moment, demander par écrit des renseignements sur la nature et la portée de toute subvention accordée ou maintenue par un autre Membre ... ou une explication quant aux raisons pour lesquelles une mesure spécifique a été considérée comme n'étant pas soumise à l'obligation de notification". En vertu de cette disposition, les États-Unis souhaitent obtenir des renseignements de la Chine sur la nature et la portée des programmes identifiés ci-après, dont les États-Unis ont des raisons de penser qu'ils peuvent constituer des subventions satisfaisant à l'obligation de notification énoncée à l'article 25. Pour les programmes que la Chine ne considère pas comme étant soumis à l'obligation de notification au titre de l'article 25, les États-Unis demandent que la Chine fournisse une explication quant à ses raisons. Les États-Unis notent qu'en vertu du paragraphe 9 de l'article 25, les Membres recevant des demandes de renseignements au titre du paragraphe 8 de l'article 25 "fourniront ces renseignements aussi rapidement que possible et de façon complète ...".

I. SUBVENTIONS SUBORDONNÉES AUX RÉSULTATS À L'EXPORTATION

1. Les renseignements dont les États-Unis disposent indiquent que la Chine administre des programmes susceptibles d'accorder des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, qui sont prohibées au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC. Prière de fournir les renseignements suivants pour chacun des programmes énumérés aux paragraphes 2 à 12 ci-après:

- a) situation actuelle du programme;
- b) nom ou titre exact du programme au titre duquel les subventions sont accordées, autorité administrante, ainsi qu'objectif général et/ou objet de la subvention;
- c) description complète de la subvention accordée au titre du programme, y compris forme de la subvention, par exemple dons, prêts, avantages fiscaux, etc.;

- d) durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention;
- e) critères d'admissibilité à la subvention, à savoir les conditions qui doivent être remplies pour recevoir la subvention;
- f) industries qui ont reçu la subvention;
- g) s'il y a lieu, explication indiquant en quoi la subvention est compatible avec les obligations de la Chine au titre de l'Accord SMC;
- h) s'il y a lieu, précisions concernant toute révision ou interruption du programme au titre duquel la subvention est accordée, y compris toutes les citations se référant aux lois, règlements, décrets ou règles pertinents; et
- i) date à laquelle la subvention sera notifiée au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.

Entreprises honorables

2. L'article 3 des *Règles détaillées sur les récompenses et peines relatives aux mesures de mise en œuvre expérimentales concernant l'évaluation des recettes en devises à l'exportation*, promulguées conjointement par la Banque populaire de Chine, le Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique et l'Administration fiscale d'État (en vigueur le 1^{er} avril 2000), décrit les critères qu'une entreprise doit remplir pour être considérée comme une "entreprise honorable en ce qui concerne les recettes en devises". L'un de ces critères est un volume d'exportation annuel de plus de 200 millions de dollars EU. Les articles 5 et 6 de la mesure susmentionnée décrivent les avantages dont les entreprises honorables jouissent, y compris un accès préférentiel aux fonds destinés au commerce extérieur. Les taux de prêt accordés par les banques commerciales aux entreprises honorables peuvent également être abaissés à un niveau pouvant aller jusqu'à 10 pour cent sur la base des taux de prêt fixés par la Banque populaire de Chine. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir les renseignements suivants:

- a) Comment les banques commerciales déterminent-elles les taux de prêt accordés aux entreprises honorables?
- b) Les modalités et autres conditions de prêt (autres que le taux d'intérêt) accordées aux entreprises honorables diffèrent-elles d'une façon quelconque de celles des prêts consentis aux autres entreprises? Dans l'affirmative, veuillez fournir des explications.
- c) Quelles autres prescriptions sont imposées aux banques commerciales lorsqu'elles accordent des prêts à des entreprises honorables?

Réduction fiscale subordonnée aux exportations accordées aux entreprises à participation étrangère situées dans les zones spéciales

3. Les entreprises à participation étrangère situées dans les zones économiques spéciales, les zones de développement économique et technologique, les zones économiques côtières ouvertes et les anciennes zones urbaines qui exportent au moins 70 pour cent de leur production sont soumises au taux le plus bas de l'impôt national sur le revenu, soit 10 pour cent. Les entreprises à participation étrangère qui ne remplissent pas le critère des 70 pour cent sont imposées au taux de 12, 15 ou 24 pour cent. La mesure pertinente est constituée par les *Règles détaillées de mise en œuvre de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur le revenu pour les entreprises à participation étrangère et les entreprises étrangères*, promulguées par le Décret n° 85 du Conseil d'État

le 30 juin 1991 (en vigueur le 1^{er} juillet 1991). L'article 75.7 de cette mesure dispose qu'"en ce qui concerne les entreprises des zones économiques spéciales et des zones de développement économique et technologique ainsi que les autres entreprises orientées vers l'exportation pour lesquelles l'impôt sur le revenu a déjà été réduit à 15 pour cent et qui satisfont aux conditions ci-dessus, l'impôt sur le revenu des entreprises sera perçu au taux de 10 pour cent".

Remboursement de l'impôt sur le revenu pour les investisseurs étrangers effectuant des investissements dans des entreprises orientées vers l'exportation

4. Les investisseurs étrangers effectuant des investissements dans des entreprises à participation étrangère qui réinvestissent leurs bénéfices dans des entreprises orientées vers l'exportation pendant au moins cinq années consécutives peuvent prétendre à un remboursement de 100 pour cent de l'impôt sur le revenu acquitté sur le montant du réinvestissement. Par ailleurs, les investisseurs étrangers qui, pendant au moins cinq ans, effectuent des réinvestissements dans des entreprises non orientées vers l'exportation établies en Chine peuvent prétendre à un remboursement de 40 pour cent seulement de l'impôt sur le revenu acquitté sur le montant du réinvestissement. Ce programme est décrit dans les *Règles détaillées de mise en œuvre de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur le revenu pour les entreprises à participation étrangère et les entreprises étrangères*, promulguées par le Décret n° 85 du Conseil d'État le 30 juin 1991 (en vigueur le 1^{er} juillet 1991). L'article 81 de cette mesure dispose que "dans le cas où un investisseur étranger, qui effectue un réinvestissement direct en vue de l'établissement ou de l'expansion d'une entreprise orientée vers l'exportation ou d'une entreprise technologiquement avancée en Chine ... peut obtenir un remboursement intégral de l'impôt sur le revenu des entreprises acquitté sur le montant réinvesti".

Politique visant l'acier spécial destiné à la transformation pour l'exportation

5. Un remboursement intégral de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 17 pour cent est accordé pour les ventes d'acier effectuées aux entreprises manufacturières qui utilisent l'acier pour fabriquer des produits en vue de l'exportation. Une circulaire publiée en 2002 par l'ancienne Commission d'État pour l'économie et le commerce, le Ministère des finances, l'Administration fiscale d'État, l'Administration générale des douanes et l'Administration d'État pour les devises a changé le nom de ce programme en 2002, de "*Politique de remplacement des importations d'acier*" en "*Politique visant l'acier spécial destiné à la transformation pour l'exportation*". La circulaire chargeait l'Association chinoise pour le fer et l'acier de superviser les ventes des entreprises sidérurgiques aux entreprises manufacturières orientées vers l'exportation et de coordonner les questions relatives au remboursement de la taxe aux entreprises sidérurgiques. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière d'expliquer si, et dans l'affirmative, en quoi ce programme est compatible avec l'Annexe II de l'Accord SMC, s'il y a lieu.

Réduction de l'impôt sur le revenu subordonnée aux exportations pour les entreprises à participation étrangère ou dégrèvement fiscal pour les entreprises à participation étrangère

6. L'article 75.7 des *Règles détaillées de mise en œuvre de la Loi de la République populaire de Chine sur l'impôt sur le revenu pour les entreprises à participation étrangère et les entreprises étrangères*, promulguées par le Décret n° 85 du Conseil d'État le 30 juin 1991 (en vigueur le 1^{er} juillet 1991), dispose qu'une entreprise à participation étrangère exportant au moins 70 pour cent de sa production au cours d'une année déterminée bénéficie d'une réduction de l'impôt sur le revenu de 50 pour cent.

Subventions à l'exportation pour les produits de haute technologie

7. Le Ministère du commerce (MOFCOM), le Ministère des sciences et des technologies (MOST) et le Ministère de l'industrie de l'information administrent un programme destiné à accroître

les exportations de produits de haute technologie. Ce programme offre, entre autres, des subventions aux entreprises orientées vers l'exportation dans le secteur électronique, le secteur biomédical, le secteur des nouveaux matériaux et d'autres secteurs de haute technologie.

Remboursement des droits de douane et de la TVA sur les biens d'équipement importés utilisés pour la production de produits destinés à l'exportation

8. Les entreprises qui importent des biens d'équipement utilisés exclusivement pour produire des produits destinés à l'exportation peuvent prétendre à un remboursement intégral des droits de douane et de la TVA sur les biens d'équipement importés. Les entreprises reçoivent 20 pour cent du montant du remboursement des impositions chaque année où les équipements sont utilisés exclusivement pour la production à l'exportation, ce qui donne un remboursement intégral des impositions à la fin d'une période de cinq ans. Les entreprises qui souhaitent bénéficier de ce remboursement font l'objet d'une enquête chaque année pendant cinq années consécutives, le but étant de vérifier que les équipements sont utilisés uniquement pour la production à l'exportation.

Aide publique destinée à accroître les exportations de tissus

9. Le Bureau d'État pour l'industrie textile a pour principaux objectifs, au cours des cinq années à venir, de moderniser l'industrie textile en accélérant les réformes techniques et procédant à une restructuration stratégique des entreprises textiles. Dans le cadre de ce programme, l'industrie devrait "remplacer les tissus importés ou accroître les exportations de tissus". Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir les renseignements suivants sur le type d'aide accordé au titre du programme:

- a) Comment le Bureau d'État pour l'industrie textile entend-il aider à restructurer l'industrie textile de sorte qu'elle puisse remplacer les tissus importés ou accroître les exportations de tissus?
- b) Le Bureau d'État pour l'industrie textile accordera-t-il aux entreprises textiles un financement ou une autre aide afin de promouvoir la restructuration? Dans l'affirmative, quels types de financement ou d'aide seront accordés?
- c) Comment le Bureau d'État pour l'industrie textile prévoit-il le financement de nouvelles machines?
- d) Les avantages accordés au titre de ce programme sont-ils subordonnés, en partie, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés? Dans l'affirmative, prière d'expliquer en quoi cela est compatible avec l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

Incitations fiscales à l'exportation d'ail déshydraté

10. Le gouvernement chinois a accordé une aide financière à l'industrie de l'ail déshydraté sous la forme d'une exonération fiscale de trois ans pour les entreprises exportatrices et d'un remboursement de la taxe à l'exportation de 3 pour cent.

Dons accordés au Guangdong pour les résultats à l'exportation

11. Les autorités provinciales du Guangdong ont institué un programme visant à accorder aux entreprises orientées vers l'exportation 25 millions de RMB sous forme de dons pendant cinq ans. Ces dons seront accordés, en tant qu'incitation visant à accroître les ventes à l'exportation, aux entreprises qui atteignent des objectifs spécifiques à l'exportation.

Prêts à faible intérêt pour les transformateurs de produits agricoles dans la province de Henan

12. Les autorités provinciales du Henan ont institué un fonds spécial pour les produits agricoles qui rapportent des devises dans le cadre d'un programme visant à améliorer la qualité des produits agricoles de la province et à accroître les exportations. Le fonds accordera des prêts à faible intérêt aux transformateurs de produits agricoles dont le volume des exportations directes est évalué à plus de 500 000 dollars EU.

II. SUBVENTIONS SUBORDONNÉES À L'UTILISATION DE PRODUITS NATIONAUX DE PRÉFÉRENCE À DES PRODUITS IMPORTÉS

13. Les renseignements dont les États-Unis disposent indiquent que la Chine administre des programmes susceptibles d'accorder des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés, qui sont prohibées au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC. Prière de fournir les renseignements suivants pour chacun des programmes énumérés aux paragraphes 14 et 15 ci-après:

- a) situation actuelle du programme;
- b) nom ou titre exact du programme au titre duquel les subventions sont accordées, autorité administrante, ainsi qu'objectif général et/ou objet de la subvention;
- c) description complète de la subvention accordée au titre du programme, y compris forme de la subvention, par exemple dons, prêts, avantages fiscaux, etc.;
- d) durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention;
- e) critères d'admissibilité à la subvention, à savoir les conditions qui doivent être remplies pour recevoir la subvention;
- f) industries qui ont reçu la subvention;
- g) s'il y a lieu, explication indiquant en quoi la subvention est compatible avec les obligations de la Chine au titre de l'Accord SMC;
- h) s'il y a lieu, précisions concernant toute révision ou interruption du programme au titre duquel la subvention est accordée, y compris toutes les citations se référant aux lois, règlements, décrets ou règles pertinents; et
- i) date à laquelle la subvention sera notifiée au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.

Remboursement de la TVA à l'achat d'équipements nationaux par les entreprises à participation étrangère

14. En vertu de l'*Avis relatif aux mesures de mise en œuvre expérimentales concernant l'administration du remboursement d'impôt pour les équipements nationaux achetés par les entreprises à participation étrangère*, publié par l'Administration fiscale d'État le 20 août 1999, un remboursement intégral de la TVA est accordé aux fabricants qui achètent des machines et des équipements de fabrication nationale. Cette incitation sera applicable jusqu'à la fin de 2010.

Réduction de l'impôt sur le revenu des entreprises à l'achat de machines et d'équipements de fabrication nationale

15. Conformément au paragraphe 1 de l'*Avis concernant certaines questions relatives à la déduction des investissements effectués par les entreprises à participation étrangère et les entreprises étrangères pour l'achat d'équipements de fabrication nationale de l'impôt sur le revenu des entreprises*, publié par le Ministère des finances et l'Administration fiscale d'État le 14 janvier 2000, "40 pour cent des investissements effectués pour l'achat d'équipements de fabrication nationale peuvent être déduits de la majoration de l'impôt sur le revenu des entreprises".

III. AUTRES PROGRAMMES

16. Les renseignements dont les États-Unis disposent indiquent que, outre les programmes énumérés ci-dessus, la Chine administre les programmes ci-après, qui semblent accorder des subventions définies au paragraphe 1 de l'article premier de l'Accord SMC et qui sont spécifiques au sens de l'article 2. Prière de fournir les renseignements suivants pour chacun des programmes énumérés aux paragraphes 17 à 25 ci-après:

- a) situation actuelle du programme;
- b) nom ou titre exact du programme au titre duquel les subventions sont accordées, autorité administrante, ainsi qu'objectif général et/ou objet de la subvention;
- c) description complète de la subvention accordée au titre du programme, y compris forme de la subvention, par exemple dons, prêts, avantages fiscaux, etc.;
- d) durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention;
- e) critères d'admissibilité à la subvention, à savoir les conditions qui doivent être remplies pour recevoir la subvention, y compris point de savoir si l'admissibilité est liée aux résultats à l'exportation;
- f) industries qui ont reçu la subvention;
- g) s'il y a lieu, précisions concernant toute révision ou interruption du programme au titre duquel la subvention est accordée, y compris toutes les citations se référant aux lois, règlements, décrets ou règles pertinents; et
- h) date à laquelle la subvention sera notifiée au titre de l'article 25 de l'Accord SMC.

Aide accordée pour les produits forestiers

17. Le gouvernement chinois accorde une aide importante pour ses entreprises de transformation des pâtes, des papiers et du bois. Nous croyons savoir qu'il a été mis en œuvre une série de politiques de développement s'appuyant sur des directives générales et un financement du gouvernement central, afin d'accélérer le développement de ces entreprises, qui sont toutes des fournisseurs importants d'entreprises orientées vers l'exportation telles que les fabricants de meubles, y compris les mesures suivantes:

a) Financement pour l'exploitation de plantations à croissance rapide et à rendement élevé

La Chine entend exploiter 13,33 millions d'hectares de plantations "à croissance rapide et à rendement élevé" d'ici l'an 2015, ce qui nécessite des investissements de 8,5 milliards de dollars EU. Sous la direction de la Banque chinoise pour le développement et de la Banque agricole chinoise, les banques spécialisées d'État accorderont 70 pour cent du capital requis au titre de ce programme sous la forme de prêts à un taux égal à 90 pour cent du taux ordinaire assortis de délais de remboursement supplémentaires. Le Ministère des finances accordera 20 pour cent du capital total au titre de ce programme sous la forme de bonifications d'intérêts pour les banques commerciales et les banques spécialisées qui, à leur tour, émettront des prêts pour les projets à croissance rapide et à rendement élevé. Trois pour cent du capital proviendront des autorités locales et le reste d'autres sources. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir les renseignements suivants:

- i) Prière de décrire les bonifications d'intérêts accordées aux banques commerciales et aux banques spécialisées par le Ministère des finances.
- ii) Les plantations reçoivent-elles une aide du prêteur ultime sous la forme d'un remboursement du montant des intérêts des prêts, de versements équivalents au montant des intérêts des prêts, de prêts sans intérêts ou de taux préférentiels pour ces prêts?
- iii) Comment les taux d'intérêt sont-ils déterminés pour les prêts accordés par le Ministère des finances, les banques spécialisées d'État et les autorités locales? Comment le "taux ordinaire" est-il déterminé?

b) Financement pour la modernisation technologique des usines de papiers d'État

Des bonifications d'intérêts d'un montant de 1,67 milliard de dollars EU ont été accordées pour la modernisation technologique de 21 usines de papiers d'État dans toute la Chine de 1998 à 2002, d'où un renforcement des capacités de plus de 1,7 million de tonnes métriques. Il semble que les entreprises d'État continuent à recevoir des versements équivalents au montant des intérêts des prêts destinés à la modernisation technologique et qu'elles peuvent recevoir des bonifications d'intérêts au titre de ce programme pendant deux à cinq ans. Le Ministère des finances finance le paiement des intérêts des prêts au titre de ce programme pour permettre le lancement de projets de modernisation technologique. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir les renseignements suivants:

- i) Prière de décrire les bonifications d'intérêts accordées au titre de ce programme, en expliquant le type de financement offert aux usines de papiers d'État pour la modernisation technologique. Les versements sont-ils effectués directement aux entreprises d'État par le Ministère des finances ou par le biais d'autres établissements de crédit?
- ii) Prière d'expliquer comment les taux des prêts destinés à la modernisation technologique sont déterminés.
- iii) En quoi les taux d'intérêt visant ces prêts diffèrent-ils de ceux des autres types de prêts accordés à d'autres usines de papier ou d'autres entreprises? Les

autres modalités et conditions des prêts en question diffèrent-elles de celles des prêts accordés à d'autres entreprises?

c) Financement de projets relatifs à la transformation du bois

Un certain nombre de projets relatifs à la transformation du bois devraient bénéficier de prêts à un taux égal à 90 pour cent du taux d'intérêt ordinaire assortis de délais de remboursement supplémentaires dans le cadre de la politique du gouvernement chinois visant à accroître les capacités de production de produits en bois, y compris les panneaux de fibres, les panneaux de particules, les contreplaqués et les panneaux en bois. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir les renseignements suivants:

- i) Prière de décrire comment les taux d'intérêt sont déterminés pour les prêts visant les projets relatifs à la transformation du bois. Comment le "taux ordinaire" est-il déterminé?
- ii) En quoi consistent les délais de remboursement supplémentaires pour les prêts visant des projets relatifs à la transformation du bois et comment sont-ils déterminés?
- iii) En Chine, quels établissements de crédit sont responsables du financement des projets relatifs à la transformation du bois?

d) Politique de développement appliquée par les autorités locales aux industries des pâtes, des papiers et du bois

Un certain nombre de programmes institués par les autorités locales en Chine apportent des avantages aux industries des pâtes, des papiers et du bois. Par exemple, nous croyons savoir que dans le cadre du Programme de développement régional de l'Ouest, les autorités locales de la Région autonome ouïgoure du Xinjiang mettent à disposition gratuitement des terres en vue du reboisement et octroient des droits concernant l'utilisation des terres à ceux qui investissent dans des plantations ainsi qu'une subvention de 8,46 dollars EU par mu chinois par an pendant cinq ans. Pour chaque plan de développement des autorités locales, prière de fournir les renseignements demandés ci-dessus, y compris les types d'aide (par exemple dons, prêts, avantages fiscaux, etc.) accordés aux industries de transformation des pâtes, des papiers et du bois par les autorités au niveau sous-central. En outre, veuillez expliquer en quoi ce programme est lié au programme visant le financement pour l'exploitation de plantations à croissance rapide et à rendement élevé décrit au paragraphe 17 a) ci-dessus.

Prise en charge des prêts destinés à la modernisation technologique

18. La Chine applique une politique consistant à payer les intérêts des prêts bancaires destinés à la modernisation technologique des entreprises d'État. Au titre de ce programme, les pouvoirs publics paient les intérêts versés pour certains mécanismes de prêts pendant un certain nombre d'années. Les bénéficiaires en sont l'industrie textile, l'industrie pétrochimique et l'industrie des papiers, mais peuvent également comprendre d'autres industries.

Aide pour le développement des capacités dans l'industrie de la soude

19. La Chine accorde une aide considérable pour le développement des capacités dans l'industrie de la soude. Par exemple, une importante verrerie bénéficie actuellement d'un prêt de 1,2 milliard de RMB d'une banque d'État pour accroître sa production de soude de 50 pour cent. Une partie du prêt a été accordée sans intérêts, le reste du prêt faisant l'objet d'une réduction de 20 pour cent par rapport au taux du marché financier. D'autres projets de développement visant l'industrie de la soude et bénéficiant d'un important soutien public seraient actuellement en cours.

Aide accordée à l'industrie textile

20. L'aide publique est accordée dans l'industrie textile pour la fabrication à partir de matières premières, le financement d'usines, ainsi que l'achat et la vente de matières premières. Par exemple, certaines incitations fiscales et certains loyers préférentiels sont consentis aux entreprises textiles situées dans la ville de Changzhou dans la province de Jiangsu. Prière de fournir les renseignements demandés ci-dessus pour chaque type d'aide accordé à l'industrie textile (par exemple dons, prêts, avantages fiscaux, etc.). En outre, veuillez fournir les renseignements suivants:

- a) Prière d'expliquer le rôle joué par le Conseil national chinois de l'industrie textile dans l'octroi de chaque type d'aide.
- b) Prière d'expliquer l'interaction entre les autorités centrales, y compris le Bureau d'État pour l'industrie textile, et les autorités provinciales et locales pour ce qui est de veiller à ce que les règles de l'OMC relatives aux subventions, y compris celles qui se rapportent aux subventions à l'exportation, soient respectées au niveau local.

Aide accordée par Chengdu à l'industrie des semi-conducteurs

21. Le 16 juillet 2004, la Société internationale de fabrication de semi-conducteurs et les autorités de la ville de Chengdu ont signé un accord visant l'investissement de 175 millions de dollars EU pour la construction d'une usine d'assemblage et d'essai de circuits intégrés. Les autorités de la ville de Chengdu sont l'actionnaire majoritaire du projet. Elles entendent acheter le terrain si l'investissement atteint un montant déterminé et subventionneront le prêt bancaire contracté par l'investissement pour les actifs immobilisés.

Réduction de la TVA pour les échanges à la frontière sino-russe

22. La Chine applique une politique relative aux échanges à la frontière sino-russe, adoptée en 1996, mais elle réduit la TVA de moitié pour un certain nombre de produits importés de Russie dans certaines régions frontalières. Bien que 20 produits aient été retirés de la liste des produits admissibles à partir du 1^{er} juin 2003, cette politique est encore en vigueur pour d'autres produits. Pour ce programme, outre les renseignements demandés ci-dessus, prière de fournir la liste des produits qui continuent à bénéficier d'avantages au titre du programme.

Subventions énumérées à l'Annexe 5A du Protocole d'accession de la Chine

23. La Chine a fourni des renseignements sur 24 programmes de subventions à l'Annexe 5A de son Protocole d'accession (WT/MIN(01)/3). Prière de fournir des renseignements actualisés sur ces programmes.
